

STATUTS POUR CONSORTAGES OBLIGATOIRES

du syndicat (consortage) pour l'irrigation du vignoble de Leytron

TITRE I. - Siège et but du syndicat

ART. 1.-

Sous le nom de syndicat pour l'irrigation du vignoble de Leytron

est constituée une association de propriétaires, régie par les dispositions du C.C.S., par la loi du 2.2.1961 sur les améliorations foncières et autres mesures en faveur de l'économie agricole (désignée ci-après par la loi sur les améliorations foncières) et par les présents statuts.

ART. 2.-

Le siège du syndicat est la commune de Leytron
Sa durée n'est pas limitée. Il peut être dissous conformément à l'art. 23 des présents statuts.

ART. 3.-

Le syndicat pour l'irrigation du vignoble de Leytron
acquerra la capacité civile (ou personnalité juridique) en application du droit cantonal (Art. 66 Loi d'application du C.C.S.); il se mettra au bénéfice des lois et dispositions légales sur les améliorations foncières.

ART. 4.-

Il a pour but la création et l'exploitation des installations d'irrigation
pour les terrains compris dans le périmètre de l'oeuvre et l'exécution des autres améliorations foncières éventuellement nécessaires.

TITRE II. - Périmètre et membres

ART. 5.-

Le syndicat réunit tous les propriétaires de terrains situés à l'intérieur du périmètre dont la limite est précisée dans le projet définitif approuvé par le Conseil d'Etat à teneur de l'art. 31 de la loi sur les améliorations foncières.
La liste définitive des propriétaires intéressés est celle qui résulte de la délimitation de la zone englobée.

Personne ne peut sortir du syndicat avant sa dissolution, à moins d'aliéner tous les biens-fonds qu'il possède dans le périmètre.

En cas de vente, de cession ou d'héritage, le nouveau propriétaire prend la place de l'ancien dans le syndicat avec les mêmes droits et les mêmes obligations.

ART. 6.-

Chaque propriétaire et chaque indivision ne disposent que d'une voix.

L'indivision (copropriété et propriété commune) ne peut agir que par un mandataire muni d'une procuration de la majorité des copropriétaires et des parts ou de la majorité des propriétaires en commun.

Les signatures apposées sur les procurations doivent être légalisées. Pour les communes, corporations, etc., les pouvoirs des organes compétents suffisent.

ART. 7.-

Les membres du syndicat ne sont pas personnellement responsables des engagements de l'association.

TITRE III. - Organes du syndicat

ART. 8.-

Les organes du syndicat sont :

- a) l'assemblée des propriétaires,
- b) le comité du syndicat,
- c) la commission de vérification des comptes.

ART. 9.-

L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année en mars, des assemblées extraordinaires peuvent être convoquées par le comité ou à la demande d'un cinquième au moins des membres.

Les convocations à l'assemblée générale seront faites par une insertion au Bulletin officiel et par publication ordinaire dans la commune, huit jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les propriétaires domiciliés hors du Canton sont avisés personnellement.

ART. 10.-

Au jour, heure et lieu fixés, toute assemblée générale régulièrement convoquée délibère et statue valablement quelque soit le nombre des membres présents. Les décisions de l'assemblée générale sont prises au vote à main levée et à la majorité absolue des votants.

./.

Toutefois, pour les nominations, le vote a lieu, au second tour, à la majorité relative. Le scrutin secret peut être employé, pour les votations sur la demande du cinquième des sociétaires présents ou représentés à l'assemblée. Les membres empêchés d'assister à une assemblée peuvent se faire remplacer par une personne munie d'un mandat régulier. (voir art. 6).

ART. 11.-

L'assemblée générale est présidée par le président du comité ou son remplaçant. Elle a pour attribution :

- a) la nomination du comité, de la commission de vérification des comptes;
- b) l'approbation du programme des travaux et des devis, l'autorisation de conclure les emprunts ainsi que l'autorisation d'effectuer toute dépense supérieure à Fr. 10'000.- non prévue au devis;
- c) l'approbation du budget et du programme d'exploitation;
- d) la fixation des conditions pour le paiement des dépenses;
- e) l'examen des comptes et de la gestion du comité;
- f) le mode d'entretien des ouvrages et l'approbation du règlement d'exploitation;
- g) la dissolution du syndicat;
- h) la rétribution des membres du comité sur préavis des vérifications des comptes;
- i) la modification partielle ou totale des statuts.
- j) le président est nommé par l'assemblée générale

Comité du syndicat

ART. 12.-

Le comité du syndicat est composé de 7 membres représentant les intérêts divers de la région. Il est nommé pour 3 ans par l'assemblée générale. Ses membres sont rééligibles.

Le comité se constitue lui-même, il ne siège valablement que lorsque la majorité de ses membres est présente, il prend ses décisions à la majorité de ceux-ci.

ART. 13.-

Les attributions sont notamment les suivantes :

1. Il est chargé de la direction administrative et financière de l'entreprise, conformément aux prescriptions de la loi sur les améliorations foncières.
2. Il veille à la bonne exécution des travaux, perçoit les contributions des intéressés, encaisse les subsides alloués et requiert si de besoin l'inscription de l'hypothèque légale de l'art. 38 de la loi sur les A.F.
3. Il conclut les emprunts nécessaires à l'exécution et à l'exploitation.

4. Sa compétence financière ne peut dépasser Fr. 10'000.- pour les dépenses non prévues au devis ou au budget d'exploitation à l'exception des cas d'urgence dictée par le but de l'oeuvre.
5. L'élaboration du budget et du règlement et du programme d'exploitation.
6. Il nomme le personnel nécessaire à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages et fixe leur rétribution.

ART. 14.-

Le président convoque et dirige les assemblées générales et les séances du comité; il veille à la bonne marche du syndicat.

Le secrétaire tient le protocole des assemblées générales et des séances du comité; Le caissier arrête les comptes à fin février de chaque année pour l'année précédente.

Jusqu'à complet remboursement des frais de construction, il sera tenu deux comptes séparés, un pour la construction et un pour l'exploitation.

ART. 15.-

~~Le président et le secrétaire~~ ont collectivement la signature sociale. En cas d'empêchement, le comité désigne le ou les remplaçants.

Commission d'examen des comptes

ART. 16.-

La commission d'examen des comptes est composée de trois membres nommés pour 3 ans par l'assemblée générale et rééligibles.

ART. 17.-

La commission des comptes vérifie la comptabilité du syndicat et la gestion du comité; elle présente son rapport à l'assemblée générale.

TITRE IV. - Moyens financiers

ART. 18.-

Le capital nécessaire à l'exécution des travaux sera constitué par emprunt. Le ou les emprunts contractés pour l'exécution des travaux par le syndicat devront être remboursés dans le délai maximum de 5 ans des le paiement du solde des subsides.

Am remboursement ou à la garantie de cet emprunt, le syndicat pourra céder à l'établissement créancier les subventions et ses prétentions envers ses membres. A la garantie des frais, le syndicat pourra, conformément à l'art. 38 de la loi sur les A.F., requérir l'inscription d'une hypothèque légale sur les immeubles situés dans le périmètre.

ART. 19.-

Le coût des travaux de l'entreprise sera couvert par les contributions des membres et par les subventions de la commune, de l'Etat et de la Confédération.

ART. 20.-

La répartition des frais de construction restant à la charge des propriétaires s'effectue en proportion des avantages retirés par les intéressés (art. 53 de la loi sur les A.F.).

Des que la répartition des frais est définitive, le tableau des sommes dues par les propriétaires vaut titre exécutoire au sens de l'art. 80, al. 2 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillite.

En cas de transfert de propriété en cours d'exécution de l'oeuvre, la contribution est due par celui qui est propriétaire au moment de la mise à l'enquête publique du tableau de répartition.

En cours d'exécution de l'oeuvre, des contributions intercalaires peuvent être réclamées sur la base des dépenses déjà effectuées. (conf. à l'art. 37 de la loi sur les A.F.).

ART. 21.-

Les frais d'exploitation et d'entretien sont à la charge des membres au prorata de leur surface et compte tenu de l'utilisation des installations. Les modalités seront fixées dans le règlement d'exploitation.

TITRE VI. - Dispositions générales

ART. 22.-

Les présents statuts seront soumis à l'homologation du Conseil d'Etat (art. 29 de la loi sur les A.F.).

ART. 23.-

A. La dissolution du syndicat ne pourra avoir lieu qu'après l'exécution des travaux, la répartition des frais de construction et le paiement de ceux-ci, le remboursement des emprunts de construction et les dispositions assurant l'entretien des travaux après leur achèvement. (art. 39 de la loi sur les A.P.).

B. Elle ne pourra avoir lieu que par décision de l'assemblée générale convoquée spécialement à cet effet et ensuite du vote affirmatif des trois quarts des membres.

ART. 24.-

En cas de dissolution, l'excédent actif sera réparti entre tous les consorts au prorata des contributions de leur fonds aux frais de construction.

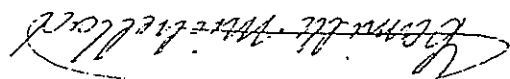
ART. 25.-

Les présents statuts entrent en vigueur immédiatement, sous réserve de leur homologation par le Conseil d'Etat.

Ainsi fait et adopté en assemblée constitutive du 23 octobre 1975

à Leytron

LE PRESIDENT :



LE SECRETAIRE :





EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES SEANCES DU CONSEIL D'ETAT
AUSZUG AUS DEM PROTOKOLL DER SITZUNGEN
DES STAATSRATES

Séance du
18 NOV. 1975
Sitzung vom

LE CONSEIL D'ETAT,

Vu la requête du Syndicat pour l'irrigation du vignoble de Leytron, sollicitant l'homologation de ses statuts ;
Vu les dispositions de la loi du 2 février 1961 sur les améliorations foncières et autres mesures en faveur de l'économie agricole ;
Vu le préavis du 7 novembre 1975 du Service des améliorations foncières ;

Sur la proposition du Département de l'Intérieur,

d e c i d e

d'homologuer les statuts du Syndicat pour l'irrigation du vignoble de Leytron, adoptés en assemblée générale constitutive du 23 octobre 1975.

droit de sceau : 10 francs

Pour copie conforme,
LE CHANCELLIER D'ETAT :